

# LE MONDE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant  
du Rond point Grand Hôtel.  
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196  
E-mail: lemonde\_niger1@yahoo.fr

## D'AUJOURD'HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3ème année:

N°265 DU MERCREDI  
08 NOVEMBRE 2017

PRIX : 300 F

**Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse**

## Pour se sauver Bazoum cherche à créer une situation de crise ingérable ?



### La réponse appropriée de la coordination régionale du LUMANA à Bazoum Mohamed

*Lutte contre les mesures antisociales contenues dans la loi des finances 2018*

### La société civile guriste tente de voler au secours du pouvoir

### Présentation du budget 2018 : entre arrogance, mépris et manipulation

*Site aurifère de Tamou*

### Qui fait main basse sur les saisies des FDS ?

#### Billet

### Pourquoi le Niger demande aux États-Unis d'utiliser des drones armés contre les djihadistes ?

La fibre patriotique a vibré au fond du Nigérien lambda depuis l'annonce de l'autorisation du gouvernement de permettre l'armement des drones américains. Rien de plus normal. Aucun citoyen ne veut voir une armée étrangère mener des opérations militaires de grandes envergures dans son pays. Il est tout autant normal que l'on s'inquiète des bavures que les tirs des drones pourraient occasionner. Mais comme dans la realpolitik, il y a aussi, ce qu'on pourrait appeler, la real défense. Qu'est-ce à dire ? Le terrorisme a pris des proportions inquiétantes dans le monde. Malheureusement, ce fléau a atteint la région du Sahel déjà confrontée à une précarité de tous ordres : famine, pauvreté, bref, sous développement. Comment cette partie du monde peut-elle combattre et gagner une guerre contre le terrorisme que même les puissances du monde n'arrivent pas à contenir ? C'est partant de cette analyse pour le moins objective que l'on peut véritablement apprécier la décision du gouvernement Nigérien d'autoriser la présence militaire étrangère et l'armement des drones américains au Niger. Les drones ont cet avantage incomparable de limiter les pertes en vie humaine de nos soldats parce qu'ayant la possibilité de filmer et renseigner dans les moindres détails sur les positions ennemis et même de détruire ceux-ci sans qu'aucun soldat ne soit tué. C'est un avantage indéniable. Hélas, notre cher Niger ne dispose pas de cette technologie de dernière génération. Alors, comment faire ? Se cramponner au patriotisme et regarder nos soldats et nos populations se faire tuer ou accepter l'aide de ceux qui ont les moyens pour mieux nous protéger ? Toute la question est là. Certes, d'aucuns y voit un grand risque pour notre pays mais est-ce une raison pour ignorer tous les avantages que nous pouvons en tirer ?

C'est pourquoi sans reprocher à chacun d'avoir sa propre opinion sur la question, l'on peut dire que l'armement des drones américains et l'autorisation de tir donné ne sont pas en soi mauvais. Il reste que ceux qui sont chargés de manipuler ces engins doivent prendre toutes les précautions pour éviter les bavures tant redoutées. Mais une réalité demeure : qui ne risque rien, ne gagne rien. **Amadou Madougou**

# Lettre au “président de la République”

“Monsieur le Président”

**Rien qu’à propos des prêts que vous avez contractés, on peut dénombrer des milliers de milliards. Pour quels résultats ?**

J’ai suivi, aujourd’hui, la conférence publique sur le Général Seyni Kountché, suivie du film des témoignages de parents, proches et collaborateurs du défunt sur ce que représentait le Niger pour cet homme d’exception ; un Niger auquel il a entièrement consacré 14 précieuses années de sa vie, dans l’ascétisme, le dévouement total au bien-être de nos compatriotes et une volonté farouche, presque malade, à protéger les deniers et biens publics des prédateurs. Ma curiosité m’a poussé à vérifier les rangées habituellement réservées aux officiels et je n’ai point été surpris de constater votre brillante absence, et par conséquent celle de vos collaborateurs. Je n’ai pas été surpris dans la mesure où entre la gouvernance du soldat et celle de l’ingénieur des mines, c’est le jour et la nuit. C’est sûr que vous n’auriez pas aimé et beaucoup de regards inquisiteurs et critiques seraient braqués sur votre personne. Et connaissant ce que tout le monde sait, le climat au Palais des congrès aurait été électrique, car il n’est pas exclu que des voix laissent entendre de vilaines choses. Bref, vous n’étiez pas là pour écouter ces témoignages, vibrants, sincères et justes, de nos compatriotes sur les rapports que feu Seyni Kountché entretenait avec les ressources de l’Etat et c’est tant mieux. Le contraire aurait, non seulement surpris, mais choqué bien de vos compatriotes, votre magistère ayant été chargé de scandales à milliards. Je sais que le jour viendra où les Nigériens sauront toute la vérité sur ces scandales : qui a fait main basse sur les immenses ressources dont le Niger a bénéficié sous votre magistère ; quelles directions ont-elles prises ? Ce jour-là, il n’y aura pas de clair-obscur.

“Monsieur le Président”

La commémoration des 13 années de règne de Seyni Kountché a été un bel stimulant pour moi. A la lumière de ce que vous avez fait de ce bel héritage que vous avez trouvé à votre arrivée à la tête de l’Etat, je me suis posé un tas de questions :

Comment avez-vous opéré pour convaincre un Seïni Oumarou de vous rejoindre dans cette galère qui tue le Niger à petit feu ?

Comment avez-vous fait pour dompter un Mnsd Nassara si fier de son passé ?

Je dois, à ce propos, vous tirer une fière chandelle. Je le dois d’autant plus que vous avez réussi à dompter l’adversaire politique le plus virulent contre vous. Si je vous pose tant de questions et non pas aux intéressés, c’est parce que vous pouvez en rigoler alors qu’un Seyni Oumarou ne peut que pleurer de dépit.

Si je vous pose ces questions, c’est parce que

les Nigériens s’interrogent sur ce qu’ils gagnent à compromettre ainsi le présent et l’avenir du Niger. Que leur donnez-vous qui puisse être plus important que le bien-être des Nigériens ? Si je vous pose ces questions, c’est que la plupart de nos compatriotes se demandent pourquoi, alors que votre gouvernance ne fait qu’enfoncer le pays dans une spirale de crises multidimensionnelles qui compromettent gravement, à la fois la cohésion sociale et la sécurité des Nigériens (sécurité alimentaire ; sécurité financière ; sécurité sociale, sécurité tout court, etc.), Seïni Oumarou, Hamid Algabit, Cheffou Amadou, Moussa Moumouni Djermakoye continuent de vous accorder une licence à tout faire et à tout entreprendre. En négatif !

“Monsieur le Président”

J’ai vu la composition de la Commission électorale que vous avez mise en place et je dois vous enlever, là aussi, le chapeau d’avoir réussi à en imposer à ceux qui vous soutiennent. Au regard des membres que vous avez soigneusement choisis et qui sont, dans leur écrasante majorité des militants notoires du Pnds Tarayya, vous ne direz, je l’espère, qu’il s’agit d’une commission électorale indépendante et vous êtes prêt à accepter le verdict des urnes. Vous l’avez déjà dit pompeusement et tout le monde a vu ce que vous avez fait en février et mars 2016 pour rester au pouvoir. Les gens se sont inclinés devant le hold-up électoral mais ils n’ont jamais cautionné. Renseignez-vous à l’Union européenne ce qu’on pense de votre mandat actuel. Ne gaspillez, donc, pas votre salive à faire les déclarations tapageuses que vous avez faites en 2016. Personne, ni au Niger ni à l’extérieur, ne vous croira. Aucun discours, aucune propagande, ne vous permettra de convaincre de votre bonne foi. L’opposition politique nigérienne n’est, certes, pas aussi impressionnante en termes de nombre de partis politiques. Cependant, elle est forte, très forte de son droit et de la justesse de son combat. Vous avez pu vous rendre compte, depuis un an, que le pouvoir démocratique ne se gagne pas comme vous l’avez fait. Il s’obtient grâce au libre choix des citoyens, pas en fabriquant, quelque part, loin des bureaux de vote, des scores et des procès-verbaux sans aucun lien avec la réalité des urnes.

“Monsieur le Président”

Vous n’avez aucune chance de réussir car vos chances, vous les aviez bousillées dans une gestion calamiteuse des ressources publiques. Et en parcourant la loi de finances 2018, j’ai bien l’impression que vous évoluez de mal en pis. Ce projet est une négation totale des intérêts du Niger. Or, j’ai appris que vous y tenez fermement, sans une virgule de déplacée. Les

cadeaux fiscaux offerts aux multinationales et aux marketeurs ne vous gênent nullement. Pas plus que les difficultés extrêmes auxquelles vous allez confronter vos compatriotes avec cette loi de finances et sa kyrielle de taxes et impôts. J’ai bien suivi le représentant du Fmi et je crois que ce monsieur n’a rien à faire chez nous. Ses propos n’ont convaincu personne et on sent tout de suite la commande. Qu’elle soit désintéressée ou intéressée, c’est son problème. Mais, ce n’est pas parce qu’un petit commis du Fmi a dit ce qu’on a dû lui demander de déclarer publiquement que ça va changer quelque chose à l’affaire. Votre loi de finances, ont déclaré les centrales syndicales, est antisociale, inéquitable et inopportune. La TVA, a écrit notre confrère, Le canard en furie, est partout : *sur le mil, le haricot, le sorgho, la pomme de terre, le riz, le sucre, l’huile alimentaire, les aliments destinés aux animaux d’élevage, le lait manufacturé, les pâtes alimentaires, la farine de maïs, de mil, de millet, de sorgho, de riz, de blé et de fonio achetés auprès des producteurs ruraux, la crème de lait, la farine de froment, les provitamines et vitamines naturelles ou reproduites, les insecticides, le papier-journal, les pompes à bras ou avec moteurs incorporés, les élévateurs de liquides, les appareils à projeter les produits insecticides, les appareils pour arrosage, les charrues et parties de charrues, le matériel informatique, même s’il est destiné à l’enseignement, les ardoises et tableaux des élèves, les produits, matières et substances, les emballages destinés à la fabrication de tous les produits, y compris ceux qui sont exonérés et même les billets de transport routiers de marchandises et de voyageurs, etc.*

“Monsieur le Président”

Comment pouvez-vous mettre autant de taxes et impôts sur les produits de première nécessité et prétendre que l’objectif vise à offrir à vos compatriotes de meilleures conditions de vie ?

Ne trouvez pas que c’est exagéré, voire ubuesque de demander à vos compatriotes de payer la TVA pour les engrais d’origine animale ou végétale (birdji en zarma et taaki en haoussa) ?

Par delà tout, qu’est-ce que vous n’avez pas trouvé en 2011 ? Qu’en avez-vous fait ? Rien qu’à propos des prêts que vous avez contractés, on peut dénombrer des milliers de milliards. Pour quels résultats ? La réponse est aux Nigériens, pas à ce commis du Fmi. Ka yi – Mun gani. Arrêtez le massacre !

Mallami Boucar

# Pour se sauver Bazoum cherche à créer une situation de crise ingérable ?

Les déclarations du ministre de l'Intérieur, président du parti au pouvoir, Mohamed Bazoum, résonnent encore dans l'esprit des Nigériens. L'on se demande ce qui a bien pu pousser le patron du PNDS-Tarayya à tenir les propos incendiaires proférés sur la télévision nationale le 29 octobre dernier à l'occasion des heurts ayant opposé forces de l'ordre et manifestants. Le bon sens peine à expliquer les véritables motivations du ministre Bazoum quand il a dit : « ... vous vous souvenez de ce qui s'est passé 4 jours seulement après (ndlr, la marche de Charlie Hebdo à laquelle le Président Issoufou avait pris part en France) où un parti politique, en l'occurrence, le MODEN FA Lumana avait provoqué ces émeutes qui ont fait sur l'ensemble du pays une quinzaine de morts (...) Ce parti est un parti qui est en train de connaître une dérive depuis 2 ans, 3 ans maintenant qui risque de le perdre totalement ... »

Une dérive qui risque de le perdre totalement. On ne peut pas être plus clair ! le dessein du sieur Bazoum est d'effacer « totalement » le MODEN FA Lumana par une dissolution pure et simple comme, du reste, il a fait de l'association ACTICE Niger. Si la dissolution de cette association n'a suscité aucun remous, le ministre de l'Intérieur sait pertinemment qu'il n'en sera pas de même en ce qui concerne la deuxième force politique du pays, le MODEN FA Lumana africa, dont la plus part des sympathisants accusent la direction d'être « peureuse » parce que ne

voulant pas aller dans la logique de l'affrontement souhaité par le PNDS-Tarayya. Tout premier flic du pays qu'il est, le président du parti au pouvoir ne sait que trop bien qu'en cas de dissolution de Lumana africa, les responsables de ce parti ne pourront pas maîtriser la colère des militants et sympathisants. À moins que ce ne soit son objectif inavoué.

Comment ?

Depuis plusieurs mois, Bazoum Mohamed n'est plus en odeur de sainteté avec le président de la République Issoufou Mahamadou, son camarade politique. Le président du PNDS est conscient d'être sur une branche que le chef de l'État est en train de scier méthodiquement, patiemment. Il n'est pas non plus sans savoir qu'il n'est pas le dauphin du Président Issoufou et qu'il ne lui succédera pas. Son éviction aussi bien du gouvernement que de la direction du parti n'est qu'une question de temps. À la première occasion, il sera jeté dans la corbeille de l'histoire politique. Mais Bazoum est un os dur, il ne se laisse pas avaler d'un coup. Étant entendu qu'il ne fait pas le poids face à son camarade, il est obligé de faire profil bas. Mais profil bas n'est pas synonyme de capitulation. L'on peut bien rester caché dans le système et le combattre féroce et dans la plus grande discrétion. Selon toute vraisemblance, c'est la méthodologie du ministre de l'Intérieur en voulant dissoudre le MODEN FA Lumana de Hama Amadou avant d'en être dissuadé. S'il y était parvenu, il aurait certainement réussi à créer une situation ingérable de laquelle le

régime du Président Issoufou s'en sortirait difficilement pour ne pas dire en périrait. Le philosophe, stratège politique de haut niveau, initiateur ou associé de tous les complots politiques instigués et exécutés par le PNDS-Tarayya en 20 ans d'opposition et 6 ans de gestion du pouvoir d'État connaît parfaitement les coups « mortels » à donner à un régime dont on voudrait se débarrasser. Mais en fait, il n'est pas le seul expert, tout ce qui avait été planifié et mis en œuvre l'a été avec les autres « camarades ».

Ce qui veut dire que le Président Issoufou doit bien comprendre la manigance de son ministre de l'Intérieur et c'est sans doute pour-



quoi il ne l'a pas laissé achever sa besogne. Si ça se trouve, il revient à dire que le président de la République sait avoir déjoué une attaque et doit être en train de préparer sa contre-attaque. Et comme on dit, si tu rates l'adversaire, lui ne te ratera pas. A moins qu'ils soient tous des maladroits.

KADEGOMNI

**Rapport IDH 2017 :**

## Les facteurs aggravants de la situation du Niger

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) vient de rendre public son rapport sur l'Indice de Développement Humain (IDH) dans le monde et comme il fallait s'y attendre, le PNUD a classé encore le Niger dernier (ou plutôt avant-dernier, juste devant la république centrafricaine (un pays déchiré par la guerre civile depuis près de 5 ans maintenant). Et comme on peut s'y attendre aussi, ce rang en queue de peloton auquel le Niger semble être abonné depuis 2011, date de l'arrivée du PNDS au pouvoir, suscite comme d'habitude une vive controverse quant au sens à lui donner.

Rappelons que le rapport sur l'indice de développement humain (IDH), est généralement fait sur la base de critères tels que l'espérance de vie à la naissance des populations, leur accès aux soins de santé de base, à l'éducation, aux services de santé de base et à l'eau potable.

En attendant, la sortie médiatique de nos dirigeants pour une fois de plus récuser ce classement, il est important de noter que ce rapport, de notre point de vue, même s'il ne fait pas l'affaire de notre pays, en rend compte tout de même de sa réalité. À l'évidence, pour qui veut être honnête, le Niger tel qu'il est gouverné depuis 2011, ne mérite pas meilleure place, et ce ne sont ni les répliques tonitruantes de nos gouvernants encore moins les débats inutiles dans les bureaux et autres fadas qui chan-

geront la donne. Seul un sursaut patriotique collectif mu et appuyée par une volonté politique sincère, le tout sur fond de changement radical d'habitude et de comportement à tous les niveaux qui nous feront espérer une place plus honorable aux classements à venir.

Ce que nous oublions, c'est que les experts, qui élaborent ces rapports, sont aussi nos voisins, pare ce qu'ils viennent chez nous travaillent et comparent sur le terrain les données recueillies. Et de ce fait, ils font l'expérience douloureuse directe de notre quotidien qui jure malheureusement d'avec leurs paramètres positifs de calcul. Ce qu'ils trouvent sur le terrain est souvent le meilleur indice d'évaluation. Ce qu'ils observent apparemment chez nous depuis 6 ans et qui ne change jamais, c'est notre comportement au quotidien, et la misère ambiante dans laquelle végète l'écrasante majorité de nos populations ayant pour corollaires palpables, la mendicité, le climat politique délétère, la prolifération des enfants déscolarisés dans les rues, l'incivisme sans précédent de nos concitoyens, l'insalubrité et le chaos urbains, bref tout ce existe le plus chez nous que nulle part ailleurs au monde qui constitue le facteur aggravant pour le Niger dans les classements. Et qu'il soit donc clair : tant que perdureront, ces tares, le Niger tiendra toujours la queue du peloton.

Salifou Magagi

**Site aurifère de Tamou**

## Qui fait main basse sur les saisies des FDS ?

Selon une source bien informée, suite à la fermeture du site aurifère de Tamou, dans le département de Say, une patrouille mixte qui sillonne la zone a été constituée. Cette patrouille mixte est composée de gendarmes, de policiers, de gardes nationaux et de forestiers du département de Say. Au cours des patrouilles, il arrive parfois que cette force mixte tombe sur un ou quelques orpailleurs tricheurs qui continuent à creuser. Ils sont généralement dépouillés de leurs biens : des sacs remplis de sable. La vente de ces sacs saisis aurait rapporté une dizaine de millions. Les forces de défense et de sécurité n'auraient pas vu la couleur de l'argent. Elles auraient pu recevoir des ristournes. Nous y reviendrons prochainement plus en détail.

# Présentation du budget 2018 : entre arrogance, mépris et manipulation

Il y a trop d'agitation dans le pays et ce depuis trois ans. Mais la situation semble atteindre son pic, avec une nouvelle loi de Finance faite de démesures et qui risque, si l'on n'y prend pas garde, d'étouffer un peuple déjà misérable, attendant depuis des années, que le socialisme lui allège le poids de la cherté de la vie. En 2012 quand les Nigériens se battaient pour demander un prix social pour le pétrole qui est produit désormais dans le pays, le Guri, comme pour se donner une trêve, avait fait la promesse que ce sera en 2016, échéance des élections pour en faire un moyen de propagande sans doute, qu'il allait réduire le prix de l'essence à la pompe. Cette demande sociale, à cause des nombreux problèmes qui sont venus se greffer les uns aux autres, a été oubliée sinon mise en stand-by car l'on avait encore plus sérieux à affronter : insécurité grandissante, morosité ambiante, libertés confisquées, démocratie à l'agonie, montée des intégrismes...

C'est dans un tel contexte fait de pessimisme que les Nigériens, marchant sur l'année 2018, voient l'horizon illisible, obstrué par les choix politiques inopportuns et déraisonnés. Quelques échos de ce qui a été mis dans la nouvelle loi de finance, avaient fini par réveiller le peuple, et corser des colères qui couvaient dans le peuple, désormais irrésistibles. Mais alors que la grogne monte, le gouvernement hésite, pris de panique par des ressentiments entendus dans le peuple, avec quelques hommes, qu'une fibre patriotique finit par gagner, pour se démarquer quelque peu de ce qui se trame contre le peuple, voulant enfin être solidaires avec les masses laborieuses dont on veut compliquer et em-

pirer la vie. Mais une rencontre sectaire à la primature, semble avoir aplani des divergences et calmé des humeurs vieilles qui cherchaient un beau prétexte pour exploser. La vertu sédative de la rencontre entre alliés, a fini par avoir raison de certaines opinions, mais jusqu'à quand ? Mais il ne sera que tard, lorsqu'ayant permis que certaines lois s'appliquent et qu'enfin on voit ses conséquences désastreuses, il sera bien tard, et le réveil sera douloureux devant l'irréparable. En face de la représentation nationale, l'exercice revenait au ministre des finances, Hassoumi Massaoudou d'expliquer le projet, de le justifier, et donc de le défendre même après avoir entendu, tout ce que l'on reproche à son texte et à ses idées qu'il tente de faire passer par une loi qui divise, qui déchire même. L'exercice n'est pas facile, car au moins, à défaut de convaincre les Nigériens, la majorité godillot, peut être heureuse d'entendre un autre préférer des propos vexatoires, quelquefois désobligeants car il y en a qui, dans la vie, incapables d'insulter, peuvent se satisfaire, de l'injure d'un autre contre un autre. Et des députés, se sont bien abreuvés de son verbe, applaudissant les propos souvent insipides et discourtois d'un homme qui ne manque pas d'arrogance et de mépris pour autrui.

## L'arrogance...

On aurait cru voir ce jour à l'assemblée, un enseignant dans son amphithéâtre, tenant des apprenants ignares qu'il prend par le dédain : « vous avez compris ? », demande-t-il, comme si ceux qui sont là en face revenaient du début du siècle dernier, redécouvrant un monde qui n'est plus le leur. Pourtant, ils ne



sont pas plus profanes dans l'appréhension du sujet en débat que leur "prof" du jour présente avec vanité. Et les pauvres n'ont pas d'autres choix que d'applaudir le "maître". On aurait cru que le lavage de cerveau opéré à la primature avait marché car bien "formatés" les députés taillables, semblent acquis à la cause de la nouvelle loi qui les brimera autant qu'elle brimera le peuple au nom duquel, ils tiennent un mandat, mandat que cette attitude servile, trahit malheureusement.

Ce n'est pas seulement par cette élévation démesurée que prend le ministre des finances devant les députés nationaux qui traduit son arrogance qu'il méprise un autre. Dans ces propos peu mesurés, dédaigneux, à l'égard de son auditoire et certainement aussi à l'endroit du peuple qui écoute, il traduit le peu de respect qu'il manifeste à l'endroit du peuple. L'on sait qu'il n'y a pas de l'argent dans le pays et l'on sait que son régime a dilapidé le trésor national et pour s'en plaindre, les Nigériens ne peuvent pas comprendre cette phrase qui vient d'un bourreau devenu procureur : « Nous ne fabriquons pas de l'argent », s'indigne-t-il mais sa colère, ne peut se justifier ici et le dédouaner, lui qui traîne sur la conscience cette affaire de deux

cents milliards. C'est justement parce qu'ils n'en fabriquent pas qu'ils sont restés pauvres tout le temps qu'ils sont restés à l'opposition. D'ailleurs, s'ils en fabriquaient, le Niger, allait-il perdre autant de milliards confiés à leur soin ? Encore que les Nigériens ne leur ont pas demandé de fabriquer de l'argent, mais seulement de savoir gérer le peu d'argent qui appartient au peuple en se défendant de toucher au denier public. On comprend donc que le ministre puisse être mis hors de lui, incapable de dominer ses colères et de faire face à ses responsabilités, en répondant avec sérénité aux questions que les Nigériens ont posées ces derniers temps, sur les différents médias de la place. Aussi, si à défaut de ne pas pouvoir fabriquer de l'argent et on le lui concède ce d'autant plus que pour lui, à l'entendre sur France 24, la question du franc cfa n'est plus à l'ordre du jour, au moins, pouvait-il aider à ramener dans les caisses spoliées de l'État tout l'argent volé, y compris ces deux cents milliards qui restent encore un mystère pour les Nigériens, affaire dans laquelle, il est, faut-il le rappeler, l'acteur visible principal, et donc le plus exposé.

## Mépris...

Pourquoi s'en prendre aux

Suite page 5

marabouts ? Parce qu'on n'a pas de réponses aux questions que posent les Nigériens ? Hassoumi Massaoudou n'est pas un inconnu des Nigériens qui ont compris qu'il a bien plus du talent dans la gouvernance absolutiste que dans les mines. Tous les Nigériens ont bien pu voir les limites du démocrate qui n'avait eu d'autres choix que la brutalité et la violence pour gérer les problèmes sociaux et politiques. Et les journalistes, les acteurs de la société civile, les opposants avaient eu de ses nouvelles. L'homme est horriblement franc qu'il pouvait vous dire en face que vous êtes un « ennemi et que vous devez être traité comme tel ». Sauf que ça n'aide pas un président qui voudrait être un président de tous les Nigériens...

On a eu comme l'impression que les nouvelles mesures se justifient et que rien ne peut les empêcher. Tant pis donc pour les canards boiteux qui crient à longueur de journée leur indignation car le train de la Renaissance, même avec ses rails gonflés, ne saurait être arrêté par quelque force que ce soit. Et ils ne ménagent personne : les marabouts, les acteurs de la société civile, les opposants. On a comme l'impression que c'est pour la première fois que l'on a une telle levée de boucliers dans le pays, oubliant qu'en 2005, alors à l'opposition, ils se réjouissaient que la société civile, pour des mesures moins audacieuses et moins graves, affûtaient leurs armes, pour défendre le pouvoir d'achat des Nigériens. A l'époque, ils comprenaient ce combat, le soutenaient, l'incitaient et l'exploitaient. C'est à la limite si ces socialistes, ne veulent pas croire que les Nigériens ne sont capables d'aucune opinion pour se défendre. Mais ils savent que plus que les marabouts, plus que les opposants, plus que les acteurs de la société civile, ce sont tous les Nigériens qui sont indignés et c'est sans doute pour cela qu'ils veu-

lent imposer leur opinion à tous pour égarer les hommes sur leur conscience.

Le pays est surtout fatigué de défendre la prodigalité pour un gouvernement qui manque d'argent et qui ne peut, même dans les difficultés économiques, s'imposer une orthodoxie et une austérité. Le projet qu'il défend est indéfendable, tant que dans l'effort de juguler la crise, les Nigériens, ne voient pas l'effort des princes qui doivent aussi partager les douleurs et les souffrances du peuple. Comment peut-on comprendre et accepter que plus d'efforts soient exigés du pauvre et que les gouvernants, continuent à préserver leurs privilèges, dont certaines relèvent de la fantaisie ? Peut-on mépriser tant son peuple, pour croire qu'il n'a que le devoir de l'effort et du sacrifice, quand les princes ne doivent avoir que le droit du privilège ? C'est amoral. Politiquement incorrect aussi. Ne pouvant défendre de telles considérations que l'on oppose à leur loi, le ministre des finances, extrapole sur des futilités, et belliqueux, il cherche presque la bagarre avec les autres qui ont osé apprécier certains choix. N'y a-t-il pas d'autres manières de répondre à ses allégations, autre que cette façon provocante d'apostropher les hommes ? Il n'y a donc plus qu'à user de manipulations pour corrompre les consciences moins aguerries ?

#### De la manipulation...

Pour endormir davantage son monde qui a été bien "travaillé" à la rencontre de la primature, le ministre des Finances, lui passe dans son discours un espoir perfide qui ne repose sur aucune fait objectif de la réalité économique du pays. Ainsi devait-on entendre que d'ici la fin de l'année, des dettes de quelques 80 milliards devraient être épongées, et qu'un effort soutenu serait en train d'être fait pour stabiliser la dette. Comment croire à cette performance

quand depuis des mois, le gouvernement peine à payer des salaires ? Le clin d'œil fait pour rassurer des créanciers de l'État dont certains sont à l'hémicycle, et ils attendent souvent depuis des années pour être payés, ne peut tromper personne. Ils pourront bien déchanter aussitôt qu'ils auront voté la loi, étant entendu que « d'ici la fin de l'année », aurait suffi pour les amener à voter, tenu par une promesse que l'on sait objectivement intenable.

Mais, cette information inventée pour détourner des consciences, pourraient bien intéresser les syndicats quand on sait qu'à eux aussi avait été promis à travers un accord, le paiement des incidences financières au rythme de deux listes par mois. Si le régime a tant d'argent pour éponger tous les arriérés d'ici la fin de l'année, les travailleurs, doivent aussi exiger que ces incidences, faisant partie aussi des arriérés internes, soient éponnées.

Quant à la stabilisation de la dette, l'on est tenté de se demander, au regard du seuil d'endettement, si c'est bien par une volonté des gouvernants qu'un tel choix est fait, ou bien par une exigence de bailleurs de fonds qui soumettent leur aide à certaines conditionnalités. Peut-être même encore que devenu non solvables et après la crise qui se tasse dans le pays, les socialistes, manipulent les consciences en vendant des illusions à leurs concitoyens. Les partenaires devenus très méfiants, hésitent à donner leur argent et parce qu'on en trouve plus, pour changer la vie des Nigériens et booster la pauvreté hors du pays, on pourrait faire croire qu'on chercherait à stabiliser la dette.

On voudrait également faire croire que l'augmentation des taxes ne dépasserait guère les 2% et que celle-ci ne concerne pas tous les biens et services oubliant qu'une seule augmentation sur le transport impactera sur tous les produits qu'il faut

forcément transportés d'un bout à l'autre du pays et d'un bout du monde au Niger. Et quand on sait que l'essentiel de ce que les Nigériens consomment vient d'ailleurs on ne peut que s'en inquiéter. On ne peut pas comprendre pourquoi pour mes frais de loyers qui sont certes un revenu pour un propriétaire déjà imposé pour ce fait, que je dusse moi aussi payer pour la même maison, alors que je n'y gagne rien. La loi cupide de Hassoumi Massaoudou n'est pas faite pour aider le régime, mais pour étrangler davantage l'économie et les Nigériens.

On ne sait plus de quelle planète revient le ministre lorsqu'il dit, pour défendre ses nouvelles mesures, que la nouvelle imposition reposerait sur les vertus d'une solidarité nationale. Ces gens, peuvent-ils vraiment parler de solidarité nationale, eux qui ont divisé et opposé les Nigériens ? Ce mot (solidarité) peut-il avoir de sens dans la bouche qui le profère ? On croirait rêver. Quelle solidarité peut-on avoir quand pour la présidence seule, on programme quelques 157 milliards laissant la portion congrue aux secteurs sociaux de base.

Mais l'on sait que chacun, dans le pays, a eu sa dose de "Gurimicine" – l'antidote devant permettre de mettre les hommes au pas – pour imposer les volontés des princes roses qui ont jusqu'ici eu le mérite de ne jamais reculer, même quand ils avaient trop peur, pour faire tout ce qu'ils avaient programmé de faire, oubliant que lorsqu'un peuple s'est déterminé à être debout, rien ne peut lui résister.

Il s'agit ici d'un budget de désespoir auquel s'accroche le régime, comme à un gilet de sauvetage, pour espérer survivre de ses déboires et ce, à un moment où les fonds extérieurs sont difficilement mobilisables surtout pour un régime devenu peu crédible dans le monde...

WALÉ

# La réponse appropriée de la coordination régionale du LUMANA à Bazoum Mohamed

**Dans une déclaration publiée le samedi 4 novembre dernier, la coordination régionale de Niamey du Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA) a répondu au point de presse animé le dimanche 29 octobre dernier par le ministre d'État chargé de l'Intérieur et président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA), M. Bazoum Mohamed.**

Contrairement aux réactions du secrétaire général et du bureau politique national du parti – qui ont fait montre d'une certaine nonchalance – la réponse de la coordination régionale du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA à Bazoum Mohamed a été on ne peut plus tranchante. Le député Soumana Sanda et ses amis n'ont pas mis de gants pour donner la réplique appropriée aux accusations portées contre les militants de leur parti par le ministre de l'Intérieur et président du PNDS-TARAYYA, suite à la manifestation de la société civile du 29 octobre dernier. «*Suite aux événements du 29 octobre 2017 ou les populations de Niamey, répondant à l'appel de la société civile, sont sorties massivement pour exprimer leur ras le bol généralisé, le sieur Bazoum Mohamed, Président kama mini du PNDS Tarraya, fidèle à son arrogance et sa pseudo suffisance habituelles, s'est cru en devoir d'indexer notre parti comme responsable des débordements occasionnés par ladite manifestation citoyenne*», a répliqué la coordination régionale du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA de Niamey. En continuant à considérer Bazoum Mohamed comme le «*président kama mini*» (circonstanciel) du PNDS, Soumana Sanda et ses amis sont, non seulement restés constants dans l'appréciation qu'ils ont toujours eu du personnage quant à son manque de poids au sein de son parti, mais ont aussi rendu la monnaie de sa pièce à Bazoum Mohamed, par rapport au mépris qu'il semble afficher à l'égard du parti LUMANA et de ses militants. Un autre passage de la déclaration de la coordination régionale de Niamey du MODEN-FA qui a certainement fait mal à Bazoum Mohamed est celui-là où Soumana Sanda et ses amis affirment : «*En effet, étant de plus en plus convaincu*

*qu'il n'est pas le candidat préféré du Gourou principal, Monsieur Bazoum se cache derrière sa double casquette de Président Kama mini du PNDS Tarraya et de ministre de l'intérieur pour ourdir des complots en tous genres dans le seul et unique dessein de provoquer la déstabilisation de son propre régime, seule à même d'obliger ses camarades à le soutenir*». Comme des psychologues qui semblent avoir parfaitement étudié et compris les comportements de Bazoum Mohamed et de ses autres collègues du PNDS-TARAYYA, les responsables de la coordination régionale de Niamey du MODEN-FA ont déclaré être prêts à aller dans la logique de leurs adversaires politiques. «*Choisissez donc vos moyens, Mesdames et Messieurs du PNDS Tarraya. Nous sommes prêts à MODEN FA LUMANA AFRICA à faire de même, et à visage découvert et non en nous cachant derrière une quelconque structure car, comme vous le savez très bien, nous n'avons pas peur de vous, même si le contraire est évident sans l'utilisation abusive de la force publique républicaine dans le combat politique qui nous oppose*», ont averti Soumana Sanda et ses amis. Ce passage de la déclaration a été vivement applaudi par les militantes et militants du MODEN-FA en général et ceux de la coordination régionale de Niamey en particulier, qui se sont toujours plaints de la passivité qu'affichent les dirigeants de leur parti face aux agressions de tout genre ils sont l'objet de la part des responsables du PNDS-TARAYYA, depuis la rupture de leur alliance en 2013. En effet et comme tous les observateurs sincères l'ont relevé, depuis le départ du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA a rompu son alliance avec le PNDS-TARAYYA en août 2013, ses res-



ponsables et militants sont devenus comme des Nigériens de seconde zone aux yeux des responsables et militants du PNDS-TARAYYA. Leurs noms ont été associés à tous les malheureux événements que le Niger a connus de cette date à ce jour, y compris les attaques de la secte terroriste Boko Haram et l'affaire dite du coup d'État avorté de décembre 2015. De nombreux responsables et militants de ce parti ont été injustement arrêtés et jetés en prison, avant d'être libérés par la justice pour des faits non établis. Ceux qui n'ont pas eu la chance d'être jugés continuent encore à garder prison. C'est le cas de Saidou Bakary Sangaré, Idé Kalilou et Mala Ari qui croupissent depuis bientôt deux ans en prison dans l'affaire dite de la Cellule crises alimentaires. De mémoire de Nigériens, depuis le régime du Parti progressiste nigérien pour le Rassemblement démocratique africain (PPN-RDA) où les militants du parti SAWABA avaient été persécutés, aucun régime ne s'est pris avec autant de haine à ses adversaires politiques que ne le fait le PNDS-TARAYYA à l'égard des responsables et militants du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA.

**Se battre ou se laisser abattre**

La violente sortie de la coordination régionale de Niamey du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA sonne comme l'expression d'une légitime défense de la part des femmes et des hommes qui se sentent finalement acculés jusque dans leurs derniers retranchements. Comme s'ils étaient dos au mur, Soumana Sanda et ses amis semblent dire à leurs bourreaux qu'ils n'ont désormais plus rien à perdre et qu'ils doivent se battre ou se laisser abattre. C'est une réaction naturelle chez l'être humain d'arriver à un point où il est obligé de se battre face à un ennemi ou adversaire qui cherche coûte que coûte à l'étrangler. Les responsables et militants du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA sont presque dans une telle situation face aux responsables et militants du PNDS-TARAYYA qui ne manquent aucune occasion pour leur sauter dessus. C'est très dommage qu'avec tous les efforts faits par les acteurs politiques nigériens pour civiliser l'adversité politique, le pouvoir du PNDS-TARAYYA tire le Niger vers le bas en faisant en sorte que des hommes et des femmes s'en veulent à mort parce que tout simplement leurs partis politiques ont rompu leur alliance.

**Dan Lamso**

# Le pouvoir cherche-t-il à «concasser» la société civile opposée à la loi des finances ?

Après la manifestation du 29 octobre dernier, les organisations de la société civile opposées à la loi des finances 2018 ont-elles des difficultés à harmoniser leurs points de vue pour poursuivre la lutte ensemble ? Il y a, en tout cas, des signes qui autorisent à le penser. Il y a quelques jours, une partie de ces organisations s'étaient retrouvées au siège du Mouvement patriotique pour une citoyenneté responsable (MPCR) de Nouhou Mahamadou Arzika. Selon le président de l'Association de défense des droits des consommateurs (ADDC-WADATA), Mahamane Nouri, qui s'est exprimé sur les médias, leur rencontre visait à faire des propositions d'amendements à la loi des finances. Il a précisé qu'ils ont été approchés par la Commission des affaires économiques et du budget de l'Assemblée nationale. Une deuxième partie de la société civile opposée à la loi des finances s'est, elle, retrouvée au siège de la Confédération nigérienne de travail (CNT) pour, non seulement, tirer le bilan de la manifestation du 29 octobre, mais aussi et surtout réaffirmé sa détermination à poursuivre la lutte contre la loi des finances. Au sein de ce groupe, on retrouve, entre autres, le Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire (ROTAB-NIGER) de M. Ali Idrissa et des structures syndicales. Les organisations membres de ce deuxième groupe ont aussi fustigé l'arrestation des trois responsables de l'Association de défense des consommateurs des technologies de l'information et de la communication et de l'énergie (ACTICE), ainsi que la dissolution de cette association. D'autres organisations comme l'association Alternative Espaces Citoyens (AEC) de Moussa Tchangari, pourtant engagées dans la lutte contre la loi des



finances, ne sont manifestées ni dans le premier ni dans le second groupe. Du coup, les observateurs se demandent ce qui a pu se passer pour que les différentes organisations de la société civile, qui avaient promis de se battre ensemble pour stopper les mesures antisociales contenues dans la nouvelle loi des finances, décident d'aller en rangs dispersés juste après la manifestation du 29 octobre dernier. Il est vrai que cette manifestation n'a pas respecté l'itinéraire convenu par les différentes organisations et qu'elle a finalement donné lieu à des actes de violence. Il est aussi vrai qu'un des principaux acteurs du mouvement, en l'occurrence Nouhou Mahamadou Arzika, avait été pris à partie par des manifestants incontrôlés. Mais est-ce que ces seules raisons peuvent expliquer qu'en si peu de temps la forte dynamique engagée contre la loi des finances soit, de sitôt, malmenée par ses propres acteurs qui ont déjà commencé à mobiliser les citoyens ? Nombreux sont les analystes qui pensent que la société civile opposée à la loi des finances est

victime d'un «concassage» de la part du pouvoir qui remue ciel et terre pour faire passer sa loi. Entre autres faits sur lesquels se basent ces observateurs, il y a la tentative d'exploitation de la violence exercée sur Nouhou Mahamadou Arzika, par certains cercles du pouvoir, ainsi que l'arrestation des trois responsables d'ACTICE et la dissolution de cette association. Lors du point de presse qu'il avait animé quelques heures après la manifestation du 29 octobre, le ministre d'État chargé de l'Intérieur Bazoum Mohamed, parlant vraisemblablement de Nouhou Mahamadou Arzika, s'est dit réjoui que certains acteurs de la société civile engagés dans la lutte contre la loi des finances aient enfin compris qu'ils étaient manipulés par d'autres qui seraient à la solde du Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA). En procédant à l'arrestation des trois responsables d'ACTICE et la dissolution brutale de cette association, le pouvoir a sans doute voulu semer la psychose dans les rangs des acteurs de la société civile engagés contre la loi des finances et les démotiver dans leur élan.

O. A. M

**Lutte contre les mesures antisociales contenues dans la loi des finances 2018**

## La société civile guriste tente de voler au secours du pouvoir

*Dans une déclaration publiée le lundi 6 novembre dernier, un collectif des organisations de la société civile dite «patriotique» a donné sa position par rapport à la polémique sur certaines mesures fiscales contenues dans la loi des finances 2018. Ces organisations – dont la plupart des responsables sont soit des conseillers, soit des chargés de mission à la Présidence de la République et dans d'autres institutions de l'État – ont, sans surprise, tenté, de défendre la nouvelle loi des finances.*

Dès le début de leur déclaration, les organisations de la société civile dite «patriotique» ont fait laisser apparaître leur parti pris et leur proximité avec le pouvoir, en s'attaquant aux autres organisations qui dénoncent les mesures antisociales contenues dans la loi des finances. «*Depuis la transmission à l'Assemblée Nationale pour examen et adoption, par le Gouvernement, du projet de Loi des Finances 2018, certains acteurs dits de la société civile se sont répandus dans la presse et les réseaux sociaux pour distiller des mensonges et intoxication dans le but à peine voilé de créer une situation d'insurrection dans notre pays.*» Venant des acteurs de la société civile, des tels propos ne peuvent laisser aucun observateur indifférent. Même le ministre de l'Intérieur Bazoum Mohamed, qui a animé un point de presse le jour de la violente manifestation du 29 octobre, n'a pas été si accusateur. Mais les acteurs de la «société civile patriotique» ne sont pas arrêtés là. Poursuivant leur réquisition, dont ils pourraient valablement se servir s'ils avaient la charge de juger les acteurs de l'autre société civile arrêtés suite à la manifestation du 29 octobre, ils ont soutenu que : «*La matérialisation de ce plan a connu son dérouler le dimanche 29 octobre 2017, sous prétexte d'une marche pacifique autorisée par les autorités communales, ces acteurs désormais connues, appuyés par leur mentor*

*politique se sont engagés dans une chienlit dans toute la ville de Niamey en brulant des pneus, des voitures privées, en s'attaquant violemment aux forces de l'ordre.*» Ayant manifestement choisi leur camp, pendant qu'ils accusent le autres d'avoir «leur mentor politique», les acteurs de la «société civile patriotique» ont balayé d'un revers de bouche tous les griefs faits à la nouvelle loi des finances, y compris par des centrales syndicales auxquelles sont affiliés des syndicats du secteur des impôts dont les militants connaissent mieux que quiconque le contenu d'une loi des finances. Mais que peut-on attendre des hommes et femmes qui, à maintes occasions, ont démontré aux Nigériens qu'ils n'ont pas froid aux yeux et qu'ils sont prêts à offrir leurs services à n'importe quel régime, pourvu qu'ils trouvent leurs comptes ? En effet, les Nigériens connaissent certains des acteurs de cette fameuse «société civile patriotique», pour les avoir observés sous les régimes de Feu Ibrahim Baré Maïnassara et de Tandja Mamadou. Demain, quand un autre régime viendra remplacer celui du Président Issoufou Mahamadou, ils n'hésiteront pas aussi à le servir avec le même «engagement» dont ils font montre aujourd'hui. Reste seulement à savoir si leur discours peut trouver des oreilles attentives auprès des Nigériens.

Oumar Aboubacar Mohamed

### LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /  
NIF:297 59/S

E-mail : [lemonde\\_niger1@yahoo.fr](mailto:lemonde_niger1@yahoo.fr)

**Directeur de publication**  
Ibrahim A. YERO  
CEL : 90.06.78.46

**Directeur Commercial**  
Inoussa DICKO  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

**Conception & Composition**  
**LE MONDE D'AUJOURD'HUI**  
Tirage : 1 500 Exemplaires sur  
les presses de la G.I.N

Communiqué de presse de l'ANDDH

# Loi des finances 2018 : L'ANNDH rejette « des mesures attentatoires aux droits vitaux des citoyens nigériens »

Le Bureau Exécutif National de l'Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (ANDDH), réuni en session extraordinaire le mardi 24 octobre 2017, s'est penché sur la situation sociopolitique et sécuritaire qui prévaut dans notre pays.

## 1-De l'Affaire de tentative du coup d'État et de la situation du Lieutenant Awal Hambali

- Considérant que toute personne poursuivie est présumée innocente, jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie et doit être jugée dans un délai raisonnable et si elle est placée en détention, jouir des droits qui lui sont légalement reconnus ;

- Considérant qu'au regard des informations déjà révélées par les autorités politiques elles-mêmes, les faits présumés de tentative de renversement du régime en place reprochés aux personnes actuellement détenues dans diverses maisons d'arrêt ne sauraient justifier une détention préventive dont la durée est vraisemblablement disproportionnée par rapport aux nécessités de l'instruction. - S'agissant du cas précis du lieutenant Awal Hambali, détenu à la maison d'arrêt de Téra, les conditions de la détention, telles que révélées par sa famille et les événements récents survenus dans cette maison d'arrêt tels qu'ils ont été expliqués par certaines autorités, ne peu-

vent que susciter des inquiétudes et appeler une enquête sérieuse sur ce qui s'est exactement passé dans cette maison d'arrêt et les conditions de détention du Lieutenant Hambali. La situation du lieutenant Hambali ayant déjà fait l'objet de saisine de la Commission Nationale des Droits de l'Homme par sa famille, le BEN/ANDDH attend de la part de cette institution un traitement conséquent de cette requête et exprime sa disponibilité à s'associer à toute initiative dans ce sens.

Le BEN/ANDDH lance un appel à la juridiction saisie de l'affaire de tentative présumée de coup d'Etat pour un jugement rapide de cette affaire ;

## 2-De la situation académique

Considérant la déliquescence rampante du système éducatif nigérien, caractérisée par des risques divers de perturbations après une précédente année déjà escamotée ;

Le BEN/ANDDH interpelle le gouvernement sur la nécessité d'une prise en charge sérieuse et globale de la question du système éducatif et demande aux députés nationaux déjà saisis du projet de loi des finances 2018, d'examiner le budget de l'éducation avec tout l'intérêt que revêt la situation actuelle de tous les ordres d'enseignements.

## 3-De la question des élections

Le BEN/ANDDH constate avec regret que le processus électoral tel qu'engagé par les pouvoirs publics ne repose pas sur le consensus requis de la classe politique autour, tant des textes modificatifs adoptés que la mise en place des structures de gestion des élections, notamment la CENI. Aussi, le BEN/ANDDH exprime-t-il son indignation face à la violation de la Constitution que constitue le refus d'organiser les élections locales, et demande au pouvoir en place de réviser son approche, pour gérer la question des élections dans un esprit de consensus, afin d'asseoir les bases d'un processus électoral apaisé, crédible et acceptable pour l'ensemble des nigériens.

## 4-De la situation des personnes enlevées à NGALEWA

Depuis l'enlèvement le 2 juillet 2017 de 39 personnes à NGALEWA par la secte Boko Haram, le BEN/ANDDH suit avec attention l'évolution de ce dossier. Tout en réitérant sa profonde compassion aux familles des victimes de cet enlèvement, le BEN/ANDDH invite le gouvernement à explorer toutes les voies qui permettent de ramener à leurs familles respectives, ces citoyens innocents.

## 5-Des perspectives d'enrichissement de la vie résultant des mesures fiscales

## les et tarifaires de la Nigelec

Considérant les mesures impopulaires de réaménagement tarifaires de la NIGELEC et les mesures fiscales annoncées dans le projet de la loi des finances 2018 et leur répercussion évidente sur la qualité de vie des citoyens nigériens ; qualité de vie déjà soumise à rude épreuve par l'incapacité de l'État à assurer régulièrement ses obligations relatives à la jouissance effective des droits économiques et sociaux ; Le BEN/ANDDH lance un appel aux représentants du peuple que sont les députés, pour qu'ils examinent le projet de loi des finances dans le sens d'une prise en compte de la situation déjà difficile que traversent les populations auxquelles ils ont promis, devant Dieu, d'assurer non pas la vie difficile, mais le bonheur, sinon un mieux-être.

En tout état de cause, le BEN/ANDDH rejette ces mesures attentatoires aux droits vitaux des citoyens nigériens et exprime sa disponibilité à s'investir aux côtés des organisations sœurs, pour faire aboutir toute initiative tendant à les mettre en échec.

Fait à Niamey le 24 octobre 2017

Pour le BEN/ANDDH, le Président  
Djibril ABARCHI

**LIBEREZ BABA ALPHA  
LA LIBERTE  
D'EXPRESSION EST UN  
DROIT !!!**



### Solution Ecole

**Cours à domicile (à partir de 1.250 Fcfa/heure)**

**Chers parents :** Occupez-vous de la réussite scolaire de vos enfants. Aidez-les à réussir en les aidant à comprendre.

**Solution Ecole** est une société (RCCM/NIA/2016/A/1593) de cours à domicile, tout niveau confondu et dans toutes matières de l'enseignement général et professionnel.

Quel que soit votre quartier, «**Solution Ecole**» met à votre disposition des enseignants qualifiés, recrutés sur test. Nous sommes situés au quartier plateau en face de Initiative 3N :

Ou appeler «**Solution Ecole**» au **88.77.68.12 / 91.87.96.90.**